



Programme de la séance du samedi 18 janvier 2020
09h30 – 12h30 / 14h – 18h
- Institut de Géographie : 191, rue Saint-Jacques – 75005 – Paris -
(Grand amphi : rez-de-chaussée)

Thème :
L'Asie du Sud-Est : émergence d'une région, mutation des territoires

Coordinateurs :

Yves BOQUET (Université de Bourgogne-Franche-Comté)

Yves.Boquet@u-bourgogne.fr

Nathalie FAU (Université de Paris)

fau.nathalie@gmail.com

Olivier SEVIN (Sorbonne Université)

Olivier.sevin@sorbonne-universite.fr

L'Asie du Sud-Est : émergence d'une région, mutation des territoires

L'arrivée de l'Asie du Sud-Est au programme des concours du CAPES et de l'Agrégation externe de géographie et de l'Agrégation externe d'histoire conduit l'Association de Géographes Français à proposer une séance thématique consacrée à cette région du monde comme l'Association le fait depuis plusieurs années sur d'autres thématiques. Plus qu'une présentation systématique ou exhaustive proposée dans les manuels déjà existants ou proposés à l'occasion des concours, il s'agira de dégager quelques grandes idées directrices, quelques « clés de lecture » des espaces de l'Asie du Sud-Est tout en proposant des approches originales, fruits des travaux de recherche de chercheurs, confirmés ou débutants (doctorants), engagés dans des travaux en Asie du Sud-Est.

Un double fil directeur est privilégié dans le cadre de cette journée

Le premier questionne la pertinence des limites de l'Asie du Sud-Est et ses spécificités en tant que région. Il s'agit donc de s'interroger tant sur les facteurs d'unité de cet espace que sur ceux qui concourent à le remettre en question : comment se positionne l'Asie du Sud-Est vis-à-vis de ses voisins chinois et indiens et sur l'échiquier de la géopolitique mondiale ? Est-ce qu'il existe un modèle spécifique de développement économique de cette région en pleine croissance ? Comment est abordée et traitée la question des minorités ethniques, linguistiques et religieuses dans les pays de la région (en particulier les groupes ethniques « montagnards » et les Musulmans de Thaïlande, des Philippines, ou encore du Myanmar) ? Par ailleurs, afin de comprendre le découpage de cette région en mailles de toutes tailles, une approche multiscalaire est également privilégiée. Le schéma de « Zomia » proposé par James Scott est-il pertinent ? Est-ce qu'il existe un renforcement des oppositions entre Asie du Sud-Est continentale et insulaire ? Est-ce que les nombreux conflits, notamment autour des frontières contestées mais aussi sur la place des minorités ethniques, fragilisent l'unité régionale ?

Le second s'intéresse plus spécifiquement aux interfaces : frontaliers en mer comme sur terre, littoraux ou encore périurbains. Ces interfaces peuvent être des espaces en transition rapide comme les marges et les

espaces périurbains des métropoles, des espaces de coopérations internationales, régionales et transfrontalières mais aussi des interfaces littoraux ; ces derniers, de plus en plus densément peuplés du fait de leur mise en valeur touristique et de leur urbanisation croissante et rapide, sont des espaces de plus en plus fragilisés par les changements climatiques, les processus de subsidence des deltas, les inondations ou encore les typhons et plus rarement les tsunamis.

Programme

9h30 : Présentation. Problématique

Yves BOQUET, Nathalie FAU, Olivier SEVIN

10h : L'Asie du Sud-Est ensemble d'Etats-nations

Michel BRUNEAU

Directeur de Recherche émérite au CNRS, Michel Bruneau a mené des recherches en Thaïlande et dans divers pays de l'Asie du Sud-Est depuis 1966, à diverses échelles, du local au continental. Sa thèse d'Etat a porté sur *L'organisation de l'espace dans le Nord de la Thaïlande* (1980). Il a codirigé le volume *Asie du Sud-Est-Océanie* (1995) de la *Géographie Universelle RECLUS* (Belin, Roger Brunet dir.) et dirigé la partie Asie du Sud-Est du livre-atlas *Asies Nouvelles* (Belin, 2002, Michel Foucher dir.). Il a publié deux essais : *L'Asie d'entre Inde et Chine : logiques territoriales des Etats* (Belin, 2006) et *L'Eurasie : continent, empire, idéologie ou projet*, (CNRS-Editions, 2018), a également travaillé sur les *Diasporas et espaces transnationaux* (Anthropos-Economica, 2004) et participé récemment au livre *Géopolitique de l'Asie* (Nathan, 2017, Nicolas Balaresque dir.).

Les 11 Etats actuels de l'Asie du Sud-Est cherchent à se conformer au modèle de l'Etat-nation issu de l'Europe occidentale depuis leurs indépendances acquises après la Seconde Guerre mondiale. Si le découpage actuel de leurs frontières est issu de la période coloniale de la fin du XIXe et de la première moitié du XXe siècle, ces Etats sont pour la plupart d'entre eux hérités d'une histoire précoloniale au cours de laquelle la Péninsule indochinoise avec ses Etats-mandalas se distinguait nettement de l'Archipel où ont longtemps dominés des cités-Etats et sultanats le long de routes maritimes. L'ASEAN créée en 1967 s'est attaché à préserver la souveraineté de ses Etats-nations. La grande diversité ethnique et religieuse des zones montagneuses frontalières et des diasporas urbaines est un défi à ces Etats-nations en cours de constitution, suscitant des conflits réels ou potentiels variables selon les pays. L'Asie du Sud-Est n'en demeure pas moins un ensemble d'Etats-nations d'inégales étendues, populations et cohésion.

10h30 : Que reste-t-il de Zomia? Les marges montagneuses, entre intégrations, inventions et résistances

Marie MELLAC

Maître de Conférences en géographie à l'Université Bordeaux Montaigne et membre du laboratoire Passages (UMR 5319 CNRS/UBM), Marie Mellac est travaille depuis plus de 20 ans sur les questions foncières dans les pays d'Asie du Sud-Est continentale avec une attention particulière pour les terres agricoles et forestières. Elle s'intéresse actuellement au droit, tant positif que coutumier, dans ses interférences avec l'espace.

Rendue populaire par le politiste et anthropologue américain J.C. Scott en 2009, Zomia désigne selon lui « *grosso modo tous les territoires situés à des altitudes supérieures à environ 300 mètres, des hautes vallées du Vietnam aux environs du nord-est de l'Inde, et traversant cinq pays d'Asie du Sud-Est (le Vietnam, le Cambodge, le Laos, la Thaïlande et la Birmanie), ainsi que quatre provinces chinoises (le Yunnan, le Guizhou, le Guangxi et certaines parties du Sichuan)* » (Scott, 2013 : 9). C'est aussi, pour le même auteur, « *la dernière région du monde dont les peuples n'ont pas été complètement intégrés à des Etats-Nations* » (idem). Cette thèse qu'il sait polémique et décrivant des situations en partie révolues, a été effectivement abondamment critiquée mais aussi reprise, notamment parce qu'elle invite à poser un regard sur les changements en cours dans les moyennes et hautes terres qui tiennent compte de la dimension interne de ces changements. Les populations et avec elles les espaces qu'elles habitent, ne sont pas de simples réceptacles passifs de ces transformations. Elles résistent, inventent et produisent leurs propres processus d'insertion dans la mondialisation. Après avoir présentée la thèse de Scott et avoir relevé quelques-uns des éléments de critique qui lui ont été adressés, cette communication questionnera la

validité actuelle de Zomia face à divers processus de mise en ordre de ces régions tels que déployés ou rendus possibles par les Etats.

11 h : Les délimitations des frontières maritimes : facteurs de conflits ou de coopérations ?

Nathalie FAU

Agrégée de géographie, Maitresse de conférences en géographie à l'Université de Paris et membre du laboratoire CESSMA, Centre d'études en sciences sociales sur les mondes américains, africains et asiatiques (UMR IRD-Université de Paris-Inalco). Nathalie Fau est spécialiste de l'Indonésie, de la Malaisie et de Singapour et ses travaux portent plus particulièrement sur les processus d'intégrations transfrontalières et transnationales, aussi bien sur terre que sur mer.

Du fait de la maritimisation des États d'Asie du Sud-Est et de leur volonté de s'appropriier et de nationaliser les ressources naturelles, les délimitations des frontières maritimes, que ce soit en mer de Chine méridionale, dans le golfe de Thaïlande, dans le détroit de Malacca ou encore dans les mers de Célèbes et de Timor, sont à l'origine de nombreux différends entre les Etats riverains. Cependant, en dépit de ces tensions et de ces litiges frontaliers, les pays d'Asie du Sud-Est coopèrent de plus en plus en mer : des menaces et des intérêts communs, une intégration économique croissante et le droit maritime international, les poussent à élaborer de nouvelles formes de coopérations subrégionales : Zones communes de développement ou encore initiatives pour la protection de l'environnement.

11h30 : Ingérence et satellisation du territoire birman par la Chine ?

Marion SABRIE

Géographe, qualifiée maître de conférences en 2015, chercheure associée à IDEES UMR 6662, Marion Sabrié a consacré sa thèse au rôle joué par le fleuve Irrawaddy dans l'intégration nationale et internationale de la Birmanie. Elle travaille aujourd'hui sur la métropolisation de Yangon et ses défis. Elle s'est investie dans la préparation des concours de l'enseignement, dans les Master MEEF des Universités Paris XIII, Rouen-Normandie et Paris I. Elle a aussi enseigné la géographie de l'Asie du Sud-Est à l'INALCO à Paris pendant plusieurs années.

Lancée par Beijing en 2013, la nouvelle route de la Soie (*Belt Road Initiative, BRI*) s'étire sur la partie continentale de l'Asie du Sud-Est. Ce projet se décline sur le territoire birman en un corridor économique, le *China-Myanmar Economic Corridor*, et en 23 autres projets intégrés sur le tard le long de ce dernier, dont 9 mégaprojets. Ma présentation reviendra plus généralement sur les relations des dernières décennies entre la Chine et la Birmanie, sur la sinisation de l'économie chinoise, la crainte birmane qui lui est associée et sur les projets hors BRI dont le mégaprojet hydroélectrique de Myitsone qui symbolise encore la résistance contre la mainmise économique chinoise. Je montrerai comment avec le retournement des rapports de force, la Birmanie est obligée d'ouvrir les portes du pays aux projets liés à la BRI et en quoi les intérêts économiques sont davantage ceux des gouvernements provinciaux et les entreprises nationales que du gouvernement central.

12h : Le tourisme comme levier des relations de pouvoir interethniques dans la Birmanie en transition : le cas de la région du lac Inlé

Martin MICHALON

Agrégé de géographie, Martin Michalon achève une thèse de doctorat au Centre Asie du Sud-Est (CASE, EHESS), portant sur la géopolitique du tourisme dans la région du lac Inlé (Birmanie).

La région du lac Inlé (État Shan, Birmanie) est une région multi-ethnique, structurée par des complémentarités anciennes entre groupes sociaux, mais également traversée par des rivalités. Nous montrons comment les grandes scissions politiques de la Birmanie dictatoriale et post-dictatoriale ont recomposé les relations de pouvoir entre groupes ethniques, et comment ces derniers ont su mobiliser le tourisme pour appuyer des revendications politiques et territoriales largement exclusives et conflictuelles.

12h30-14h : pause déjeuner

14h : L'aménagement sans cesse repoussé de la baie de Jakarta

Olivier SEVIN

Professeur de géographie de l'Asie et du Pacifique à Sorbonne Université, membre du laboratoire Espace, Nature et Culture, (ENeC).

Les inondations sont récurrentes à Jakarta. Leur coût est élevé, que ce soit sur le plan humain ou financier. Les raisons qui expliquent ces catastrophes sont connues. Certaines relèvent du milieu (plaine alluviale très basse, précipitations abondantes, cordons littoraux qui gênent l'évacuation des eaux, etc.), d'autres relèvent de facteurs humains (imperméabilisation d'une grande partie du sol, canaux obstrués, subsidence aggravée par les nombreux pompages dans la nappe phréatique, etc.). Nombre de remèdes ont d'ores et déjà été apportés. Durant la période coloniale : canalisation du Ciliwung, construction de canaux d'évacuation des crues. Depuis l'indépendance : rénovation des canaux d'évacuation des crues, construction de digues sur le littoral, multiplication des stations de pompage. Plus récemment, un projet d'aménagement de la baie de Jakarta a été élaboré (NCICD). Il comporte la construction d'un double réseau de digues, sur le littoral et au large, avec la constitution d'un ou plusieurs réservoirs artificiels équipés de pompes destinées à faire baisser le niveau de l'eau, de polders, d'espaces résidentiels, ainsi que de voies de circulation. Il a été très discuté et les travaux sont actuellement à l'arrêt. Par ailleurs, un projet de déplacement de la capitale sur l'île de Bornéo, dans la province de Kalimantan-Est a été récemment entériné par le gouvernement.

14h30 : Marges métropolitaines et mobilités contraintes : étude d'un quartier en transition à Bekasi (Jabodetabek)

Judicaëlle DIETRICH

Maîtresse de conférences en géographie à l'Université Lyon 3 Jean Moulin, UMR Environnement Ville Sociétés. Les recherches de Judicaëlle Dietrich portent sur la production des inégalités dans les contextes métropolitains, en interrogeant plus spécifiquement les formes de mobilisations habitantes ordinaires. Il s'agit notamment de comprendre les processus de vulnérabilisation et les pratiques sociales et spatiales qui y sont associées face à des politiques urbaines.

A partir d'un travail de terrain dans un quartier en marge de l'aire métropolitaine de Jakarta (Bintara, dans la municipalité de Bekasi), le propos vise à montrer les implications de la vulnérabilité résidentielle en place dans la métropole, notamment par la fragilisation de l'ancrage spatial de population en situation de précarité foncière. Il s'agit alors d'observer les modes informels de gouvernements et arrangements du quotidien dans un contexte d'incertitude profondément associé à la ville en changement.

15h : L'île Boracay (Philippines), entre surfréquentation touristique et mal-développement

Yves BOQUET

Professeur de géographie à l'université de Bourgogne-Franche-Comté. Yves Boquet a récemment publié, entre autres, *The Philippine archipelago* (Springer, 2017), *Les espaces du tourisme et des loisirs* (Éditions Universitaires de Dijon, 2017), *Géographes et géographies* (Éditions Universitaires de Dijon, 2018) et *l'Asie du Sud-Est, entre unité et diversité* (Éditions Universitaires de Dijon, 2019). Il est membre des jurys du CAPES et du concours d'admission à l'ENS Lyon, et secrétaire général de l'AGF. Ses principaux thèmes d'intérêts sont, thématiquement, les grandes métropoles mondiales, les transports et le tourisme, avec des terrains de recherche qui sont passés des États-Unis à la Chine et l'Asie du Sud-Est, en particulier les Philippines.

Dans un pays insulaire tropical comme les Philippines, le tourisme est une des principales mannes financières. La petite île Boracay, découverte récemment par le tourisme international, est devenue en quelques années la destination touristique majeure du pays. Mais dans une dynamique commune à de nombreux petits espaces touristiques insulaires, le succès de Boracay a conduit à une urbanisation anarchique et à une rapide dégradation environnementale. La décision spectaculaire du président Duterte de "fermer" Boracay, qu'il a comparé à une "fosse septique" pour une durée de 6 mois en 2018, témoigne des conséquences néfastes d'un développement mal maîtrisé. Tout comme avec la baie de Manille et la rivière Pasig traversant la capitale, Boracay est emblématique du mode de gouvernance territoriale du pays : une corruption rampante poussant à accorder des permis de construire sans étude d'impact : environnemental, une spoliation des droits des autochtones Agta, une décision de fermeture décidée à

Manille sans consultation des acteurs locaux. Une fois Boracay “nettoyée” et quelques règles de contrôle mises en place, les visiteurs y sont revenus, bien que de nombreux problèmes n’aient pas été réglés. D’autres sites touristiques philippins pourraient être soumis au même traitement de choc, tout comme l’est aussi la plage de Maya Bay en Thaïlande, tandis qu’en Indonésie la décision de fermer temporairement l’île de Komodo a été repoussée.

15b 30 : Les littoraux indonésiens exposés au risque de tsunami

Franck LAVIGNE

Professeur Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne - UFR de Géographie, Laboratoire de Géographie Physique UMR 8591, CNRS-UP1-UPEC, Co-responsable du Thème Volcanographie, Membre Senior de l’Institut Universitaire de France (IUF).

Le 26 décembre 2004, le tsunami le plus puissant et le plus meurtrier que l’homme ait enregistré à ce jour a balayé les côtes du Sud-Est asiatique, faisant près de 180 000 victimes dans cette région. Avec plus de 50 000 km de côtes, le plus souvent très peuplées, l’Indonésie est le pays le plus exposé au monde à l’aléa tsunami. Ce dernier a été mis en exergue par les deux catastrophes de la fin 2018 à Palu (Sulawesi) et dans le détroit de la Sonde, ainsi que par des alertes fréquentes ayant engendré des évacuations massives, comme à Lombok en août de cette même année. Ces événements récents font écho à des tsunamis passés encore plus meurtriers mais trop rapidement oubliés, malgré une politique de prévention active à l’échelon national comme local.

16b : De Phuket à Lombok : des plages d’Asie du Sud-Est dans la mondialisation touristique

Emmanuel JAURAND

Professeur de géographie humaine et sociale à l’université d’Angers, Membre de l’UMR 6590 Espaces et Sociétés (ESO), Emmanuel Jaurand mène depuis une quinzaine d’années des recherches sur les territorialités associées au corps ou au genre et aux sexualités à divers espaces touristiques littoraux, de l’Europe principalement à l’Asie du Sud-Est récemment.

L’Asie du Sud-Est est un espace-clé pour approcher la mondialisation touristique contemporaine, avec une forte croissance simultanée du tourisme international, auquel participent de plus en plus de pays de la région, et du tourisme domestique. Les littoraux et notamment les plages sont des interfaces privilégiées pour étudier les dynamiques sociales et les recompositions territoriales liées à la révolution touristique en cours. En particulier, Phuket (Thaïlande), Bali et Lombok (Indonésie) montrent à travers leurs plages le développement de territorialités multiples liées à différents usages et publics. Les acteurs publics cherchent à valoriser un potentiel touristique considérable et en certains lieux, à limiter les impacts sur l’environnement de la fréquentation touristique.

16b 30 : Périurbanisation et autoritarisme. Quelles gouvernances ? Le cas de Ha Noi (Viet Nam)

Yves DUCHÈRE

Docteur en géographie et actuellement ATER à l’INALCO (Institut National des Langues et Civilisations Orientales), Yves Duchère a soutenu sa thèse de doctorat en 2015 et travaille depuis sur l’économie politique urbaine et les rapports de force à l’œuvre dans la production urbaine en Asie du Sud-Est continentale. Ses travaux questionnent les modalités et les formes de la gouvernance urbaine dans des contextes marqués par une forte conflictualité liée à la conversion foncière, une vulnérabilité croissante aux aléas climatiques et par des pratiques autoritaires de l’exercice du pouvoir (Birmanie, Viet Nam). Y. Duchère est l’auteur de *Ha Noi et sa région. Une géographie du compromis en régime autoritaire* publié aux Indes Savantes en 2019.

Au Vietnam, l’urbanisation est le mode opératoire de l’intégration du pays dans l’économie de marché. Véritable moteur de l’économie, l’urbanisation reste également un segment stratégique de l’intervention de l’État-parti qui maintient son emprise sur le système politico-administratif et la société. Néanmoins, malgré l’émergence d’une nouvelle norme autoritaire en matière de production urbaine, les espaces périurbains se caractérisent par une gouvernance multi-variée qui vient nuancer le processus autoritaire d’urbanisation. Cette communication revient sur ce phénomène en s’intéressant au cas de la métropolisation de la ville de Ha Noi, capitale politique du pays située à l’apex d’un des deltas les plus densément peuplés au monde.

17h : Les grandes manœuvres du redimensionnement urbain à Vientiane

Karine PEYRONNIE

Géographe de formation, Karine Peyronnie est chargée de recherche à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) et membre de l'UMR 215 Prodig. Elle est spécialiste du Laos. Ses travaux récents portent sur des questions de gouvernance territoriale et sur les dynamiques de métropolisation en Asie du Sud-Est continentale et sur le patrimoine ordinaire en Thaïlande.

Dans un contexte d'internationalisation de la production urbaine, caractérisée par une forte dépendance du Laos et territoires à l'égard de l'aide publique au développement, l'une des principales caractéristiques de la métropolisation de la capitale laotienne, Vientiane, a trait aux changements dimensionnels de cette petite capitale, des territoires de projets comme des projets urbains eux-mêmes. A la lumière de quelques exemples, la communication questionnera les processus d'aménagement, les nouvelles configurations d'acteurs et logiques d'intervention qui se mettent en place : déconcentration de la gestion, des conceptions et pratiques de la planification dans un contexte de tradition centralisatrice ; pilotage des grands projets de développement urbain.

17h30 : Conclusion et synthèse de la journée

Fin des travaux : 18h